

2 Politique

PDG/5e arrondissement de Libreville/Dans la perspective des prochaines Législatives L'honorable MOUNGUENGUI Koumba échange avec les militants



Le député Guy-François MOUNGUENGUI Koumba lors de la rencontre.



Les militants ayant fait le déplacement, vus de dos.

J.O.

Libreville/Gabon

Le député du premier siège du cinquième arrondissement de Libreville, Guy-François MOUNGUENGUI Koumba, a rencontré, samedi dernier, les cadres et militants de sa circonscription électorale. Occasion pour lui d'aborder avec ses hôtes le fichier des militants, les préparatifs du 12 mars, le dernier congrès, le découpage électoral et les échéances électorales à venir.

L'ELU du premier siège du cinquième arrondissement de la commune de Libreville à l'Assemblée nationale, Guy-François MOUNGUENGUI Koumba, s'est entretenu le week-end dernier avec les popu-

lations militantes de son giron politique. La rencontre a eu lieu à la mairie du cinquième (5e) arrondissement de la capitale gabonaise. Au menu: le point de la situation du Parti démocratique gabonais (PDG) dans cette circonscription politico-administrative, les recommandations du dernier congrès, le renouvellement du fichier des militants, le découpage électoral et les élections législatives de cette année. Ainsi, le membre du Bureau politique du PDG a appelé les militants à œuvrer pour un nombre plus croissant des adhérents à leur formation politique. Ce d'autant plus que les échéances politiques à venir, les législatives notamment, nécessitent la mobilisation pour assurer des victoires au parti. «*Nous devons d'abord compter sur notre fichier de*

militants avant d'aller chercher des voix ailleurs», a-t-il insisté. Et d'embrayer avec un découpage électoral qui appelle désormais les uns et les autres à compter sur des véritables socles solides. Au sujet des recommandations du dernier congrès du PDG, il est revenu sur la volonté de revitaliser et de régénérer le parti au pouvoir, afin de lui donner une autre dynamique en lien avec les politiques mises en place pour le développement du pays. Autrement dit, accompagner le chef de l'Etat, en même temps, président du parti, à impulser les changements nécessaires pour la réussite de son magistère. Autre fait évoqué, l'interdiction faite aux militants du PDG d'appartenir aux associations politiques. «*Vous devez respecter cette disposition au risque de se*

voir retirer la carte du parti», a-t-il précisé. Dénonçant, au passage, de nombreux «*camarades*» qui jouent à un double jeu à l'origine de la fragilisation de leur formation politique sur le terrain. En ce sens, il a insisté pour que tous les militants de sa circonscription électorale soient toujours groupés afin de faire face à une adversité de plus en plus prononcée. Dans cette optique, il a vivement recommandé «*d'ouvrir les portes du parti pour recevoir ceux qui veulent être des nôtres*». Pour l'occasion, il a présenté à l'assemblée, Mesmin Kombila, ancien éminent membre du Centre des libéraux réformateurs (CLR) qui a, selon l'honorable MOUNGUENGUI Koumba, choisi de rouler désormais pour le PDG. «*Il est conseiller municipal, ancien candidat aux*

Législatives passées», a souligné l'élue national. Non sans féliciter la promotion, de l'ancien ministre du Travail, Eloi Nzondo, un autre ancien cadre du parti du général à la retraite, Jean-Boniface Assélé, qui est devenu secrétaire général adjoint du Parti démocratique gabonais lors du récent congrès de l'ancien parti des masses. Au final, le député du 1er siège du cinquième arrondissement de Libreville a promis aux siens qui s'étaient un peu démobilisés, ainsi qu'à ceux qui voulaient tourner le dos au PDG, de revenir afin de mieux préparer les élections à venir et surtout mettre en route les recommandations issues du congrès avancé de la fin de l'année dernière. Il faut souligner que cette sortie du député a été plutôt bien appréciée par les

militantes, militants et autres sympathisants du parti au pouvoir. Tant le cinquième arrondissement en général et le premier siège de cette circonscription politico-administrative en particulier, suscite beaucoup d'intérêt chez plusieurs partis politiques, de l'opposition surtout. On sait que parmi les nouvelles formations politiques de ce bord qui investissent le terrain depuis plusieurs mois, il y a le Rassemblement "Héritage et Modernité" (RHM) d'Alexandre Barro Chambrier. Et désormais, il faudra aussi se méfier du Rassemblement des patriotes républicains (RPR) de Jean-François Ntoutoume Emame, ancien Premier ministre de feu Omar Bongo Ondimba, également ancien député (PDG) dans le cinquième arrondissement de Libreville.

Déclaration des cadres du Woleu-Ntem

Ne pas tourner le dos au pouvoir !

E.L.

Libreville/Gabon

Samedi dernier, par la voix du président du Bloc démocratique et populaire (BDP), Paskhal Nkoulou, plusieurs cadres originaires de la province septentrionale ont demandé aux enfants de ladite région d'accorder une majorité confortable au chef de l'Etat, lors des élections législatives.

UN «*appel à la mobilisation d'une nouvelle conscience Woleunteoise*». C'est l'invite faite samedi dernier, au restaurant "Mon Bien-aimé" de Louis, à Libreville, par un groupement de cadres de ladite province, à l'endroit de leurs. En tête de ce regroupement, des responsables du Bloc démocratique populaire (BDP) originaires de cette province, «*plus citoyens que politiques*» pour l'occasion. Faisant lecture de cette «*Déclaration de Libreville*», le président de ladite structure politique, Pas-

khal Nkoulou, a estimé que les filles et fils de la province du Woleu-Ntem sont trop longtemps restés empêtrés dans des oppositions politiques stériles, sinon intestines. Avec, souvent, les intérêts individuels qui ont été recherchés au détriment du développement de la province. Résultat, le «*Grand Nord*» s'est «*laissé dévasté*» sur tous les plans, en plus d'avoir été «*placé sous tutelle*» de quelques pseudo spécialistes de la localité. «*La province, jadis prospère, a perdu au fil du temps son autonomie économique et son poids politique. Il est en effet aujourd'hui difficile à comprendre que 40% de la population ne constitue pas une force politique conséquente*», a lancé l'orateur. Entre autres confirmations de cette réalité, les enfants de la province, comme au cours de l'élection Présidentielle 2016, ont «*encore servi de marchepied et de paillason à tous les aventuriers politiques qui veulent se tailler l'étoffe de leader politique*».



Une vue des principaux signataires de cette déclaration.

De même, ajoutera-t-il, la représentativité des Woleunteois dans les sphères stratégiques de décision et de gestion de l'Etat est loin d'être ce qu'elle devrait être. Cette situation, loin d'être un hasard de l'histoire, tient, selon lui, d'une «*politique machiavélique qu'il est temps de stopper*». Pour les signataires de cette déclaration, les fils et filles du Woleu-Ntem doi-

vent «*sortir du complot contre la République et adopter une nouvelle attitude face aux enjeux du développement de la province*». Cela passe par de meilleurs choix politiques, comme par exemple «*ne pas tourner le dos au pouvoir*». Un choix d'autant plus naturel que le Septentrion, selon Paskhal Nkoulou, n'a eu de cesse de recevoir des

signaux positifs de la part du président de la République, Ali Bongo Ondimba, depuis son accession à la Magistrature suprême en 2009. La nomination inattendue de deux Premiers ministres originaires de cette province, lors de son premier septennat, a été de ces signaux. Et d'ajouter que les raisons d'un nouveau paradigme sont aussi à trouver dans le

discours à la Nation d'Ali Bongo Ondimba du 31 décembre dernier, au cours duquel il a pris des engagements fermes en ce qui concerne la province. A l'instar de «*la reprise des chantiers d'infrastructures structurantes dont le barrage de Fé 2 à Mitzic, la restructuration des unités hospitalières, l'aménagement des voiries urbaines, la création d'un fonds d'investissement départemental...Autant de raisons de changer notre fusil d'épaule*», croit savoir le premier responsable du Bloc démocratique populaire. Pour finir, Paskhal Nkoulou a appelé les filles et les fils de la province septentrionale à matérialiser ce remodelage politique lors des élections législatives à venir, en «*donnant à Ali Bongo Ondimba la majorité dont il a besoin pour le développement du pays, et partant, celui du Woleu-Ntem*». Rappelons que le BDP est un parti qui se réclame de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence.